



DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES



Direction des affaires juridiques – journée régionale 3AR



Jun 2019

La DAJ, de la réglementation à l'observation économique

■ 1ère sous-direction DAJ: Droit de la commande publique

- Bureau 1A : Réglementation générale de la commande publique
- Bureau 1B : Conseil aux acheteurs
- Bureau 1C : Economie, statistiques et techniques de l'achat public



■ Bureau Economie, statistiques et techniques de l'achat public

- Pilotage de l'Observatoire économique de la commande publique



- ☛ Instance officielle de concertation acheteurs/entreprises
- ☛ animation de GT: acheteurs/entreprises, études
- ☛ recensement économique des marchés publics

- Expertises : accès TPE/PME, innovation, aspects sociaux, environnementaux, prix...

- Secteur dématérialisation: textes, pilotage de GT

- Coordination comités consultatifs de règlement amiables des différends





**ACTUALITÉ
RÈGLEMENTAIRE DE
LA COMMANDE
PUBLIQUE**

Le code en vigueur au 1^{er} avril

TITRE PRELIMINAIRE

Définition de la commande publique
Principes fondamentaux de la commande publique
Règles générales applicables aux contrats administratifs

PREMIÈRE PARTIE - DÉFINITIONS ET CHAMP D'APPLICATION

- LIVRE I : Contrats de la commande publique
- LIVRE II : Acteurs de la commande publique
- LIVRE III : Contrats mixtes
- LIVRE IV : Dispositions outre-mer

DEUXIÈME PARTIE - MARCHÉS PUBLICS

- LIVRE PRÉLIMINAIRE : Marchés publics mixtes
- **LIVRE I : Dispositions générales**
- LIVRE II : Marchés de partenariat
- LIVRE III : Marchés de défense ou de sécurité
- LIVRE IV : Maîtrise d'ouvrage publique et maîtrise d'œuvre privée
- LIVRE V : Autres marchés publics
- LIVRE VI : Dispositions outre-mer

TROISIÈME PARTIE - CONTRATS DE CONCESSION

- LIVRE PRÉLIMINAIRE : Contrats de concession mixtes
- LIVRE I : Dispositions générales
- LIVRE II : Autres contrats de concession
- LIVRE III : Dispositions outre-mer

+ 1 corpus de 21 annexes :
Arrêtés du 22 mars 2019
Avis

Modifications en parallèle de la codification

- **Avances marchés Etat**
- **Retenue garantie marchés Etat**
- **Régularisation candidature papier**
- **Procédure expérimentale achats innovants**

Actions d'accompagnement sur la dématérialisation

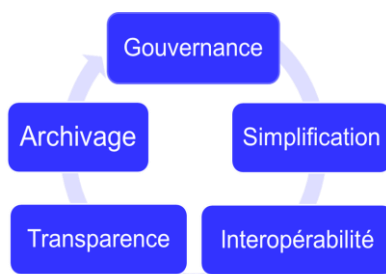
- Guides demat acheteurs et entreprises



Télécharger le guide Acheteurs



- plan de transformation numérique de la commande publique



PLUSIEURS OFFRES MUTUALISÉES POUR S'ÉQUIPER D'UN PROFIL D'ACHÉTEUR
Carte non exhaustive - 1^{er} octobre 2016

MAXIMilien ÎLE-DE-FRANCE http://www.maximilien.fr	ADAM79 http://www.adam79.com	ADICO http://www.adico.fr	Plateforme Marchés Publics Cagiv - Cagiv - Janssen-Berthelot http://www.pmpmarchespublics.fr	INFOCOM 94 http://www.infocom94.fr	SPL-XDensef http://www.spl-xdensef.fr
MANCHE NUMÉRIQUE http://www.manchenumerique.fr	MÉGALIS BRETAGNE http://www.megalis-bretagne.org	DÉPARTEMENT DE MAINÉ-ET-LOIRE http://www.maine-et-loire.fr	GIP RECA http://www.reca.fr	E-COLLECTIVITES VENDES http://www.marchescollectivitesvendees.fr	ATSA http://www.atsa.fr
AGENCE LANDAISSE POUR L'INFORMATIQUE http://www.landaisse.fr	EADADMINISTRATION4 http://www.ead4.fr	Municipalités départementales au sein d'une région	ASSOCIATION MARCHÉS PUBLICS D'AUVERGNE http://www.mmpa.fr	DÉPARTEMENT DE L'ALLIER http://www.allier.fr	DÉPARTEMENT DE LA LOIRE http://www.loire.fr
				DÉPARTEMENT DE LA HAUTE-SAÏNE http://www.haute-saone.fr	DÉPARTEMENT DES HAUTES-ALPES http://www.hautes-alpes.fr
				ARDECHE MARCHÉS PUBLICS http://www.ardeche-marchespublics.fr	DÉPARTEMENT DE LA LOIRE http://www.loire.fr
				DÉPARTEMENT DE L'AVOYENNE http://www.avoyenne.fr	SICTAAM http://www.sictaam.fr





**UN CADRE
FAVORABLE AUX
ACHATS
RESPONSABLES**

L'implication de plusieurs ministères

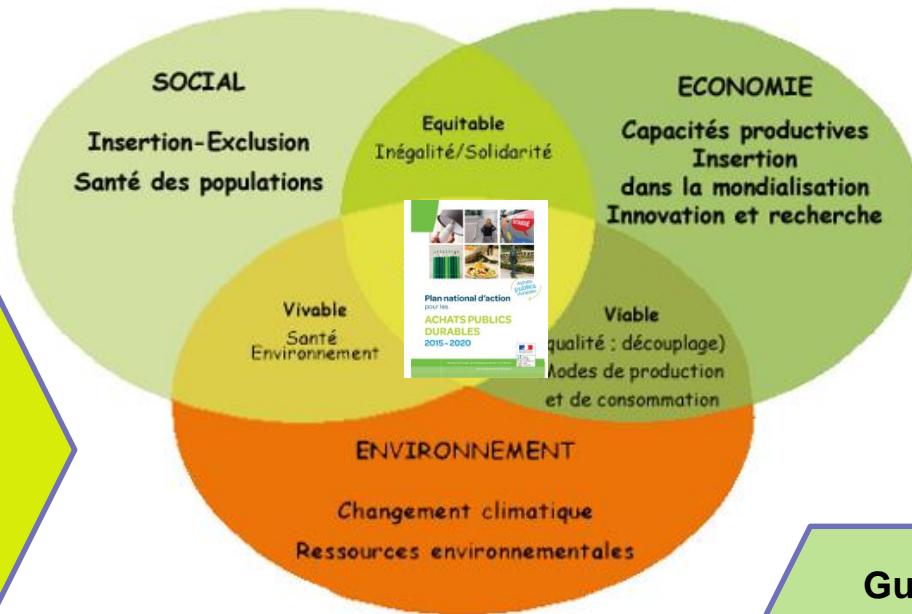
GT achats responsables

Guide aspects sociaux



Guide accès TPE/PME Étude soustraitance

Soutien à des projets



Guide Achats innovants

Guides/fiches techniques achats responsables

Guides climat, coût cycle de vie



Le principe: obligation de prise en compte des objectifs de DD dans la définition du besoin

■ Périmètre large du DD: dimensions économique/sociale/environnementale

Art. L2111-1 CCP

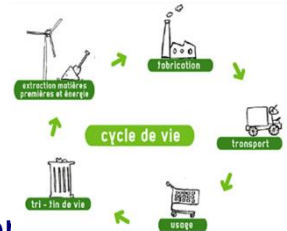
■ Diversité d'outils juridiques

■ Une obligation de moyen

- ☛ être en capacité de justifier sa non prise en compte
- ☛ renforcée par l'obligation pour certains acheteurs publics (100 Millions € achats/an): schéma de promotion des achats publics socialement et écologiquement responsables (SPASER) + économie circulaire

■ lié à l'objet du marché, sur son cycle de vie

- ☛ la production/ acquisition des matières premières
- ☛ la commercialisation, le transport
- ☛ l'utilisation et la maintenance
- ☛ l'élimination, la remise en état et la fin du service ou de l'utilisation..



Diversité des leviers juridiques

Art. L2111-1 CCP

■ DD dans la définition du besoin = obligation de moyen large: économique, social, et/ou environnemental , tout le cycle de vie

- Objet du marché: services sociaux (MAPA), ex: produit alternatif, recyclé
- Spécifications techniques, référence à des labels (conditions)
- Condition d'exécution : économie, innovation, environnement, social, discrimination...
- Marchés réservés: structures avec 50% personnes handicapées (ESAT/EA...) ou en insertion (SIAE...) ou à des entreprises de l'ESS

→ Prévoir des moyens de contrôle: attestations, pénalités, visites...

■ Au stade de la candidature et de l'offre

- Recevabilité candidature et critères de sélection
- Régularité offre et critères de choix des offres: diversité de critères/critère unique du coût global possible

■ Utiliser tous les leviers simplifiant l'accès des TPE/PME, valorisant l'innovation...



Recensement économique des marchés



■ Une obligation

- Tous les contrats (marchés notifiés) > 90 000 € HT, tous les acheteurs
- Clauses sociales et environnementales marchés (depuis 2007)
 - ☛ Depuis 2014 élargi avec PNAAPD: condition d'exécution dont l'objet du marché, spécifications techniques, marchés réservés
- Modalités
 - ☛ Principale: appli gratuite DAJ (REAP)
 - ☛ Autres modalités: via logiciels financiers (Etat/PES-marchés...)



■ Limites et enjeux

- Fiabilité de la donnée: déclaratif, quelle source?
- Non comptabilités: pas de critère d'attribution sauf si aboutit à une clause dans le contrat, sobriété/alternatives
- Besoins locaux, nationaux, européens: affiner les données, open data

Rapport à la Commission européenne livré en avril 2018 sur la période 2014-2016

■ Trame du rapport :

- Données générales : présentation des organismes participant au suivi et au contrôle des marchés publics, ainsi que des grands agrégats (contrats en valeur/nombre) ;
- Application de la réglementation : difficultés rencontrées dans la mise en œuvre des dispositions nationales et/ou européennes ;
- Prévention, détection et lutte contre la fraude, corruption et conflits d'intérêts (nouvelles dispositions législatives, générales et spécifiques) ;
- Place des PME dans la commande publique : données quantitatives et qualitatives (dispositifs d'accompagnement) ;
- Prise en compte du développement durable et de l'innovation : données quantitatives et qualitatives (nouvelles dispositions réglementaires et appropriation par les acheteurs).

■ Contributions : participation de différents services pour la valorisation des politiques publiques de l'Etat.

Chantiers liés aux achats responsables

- **Refonte des CCAG**
- **Actualisation du guide aspects sociaux**
- **Participations: PNAAPD, guides achats responsables, restauration collective..**
- **Pilotage de la convergence des données essentielles et données de recensement:**
 - Identifier les besoins
 - Etudier les outils



DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES

Merci pour votre attention Nous suivre et nous joindre:

<https://www.economie.gouv.fr/daj/observatoire-economique-commande-publique>



Pour vous abonner à la Lettre de la DAJ
oe cp.daj@finances.gouv.fr

